


| Informations de base | |
|---|--------------------|
| 2012/2124(REG) REG - Règlement du Parlement | Procédure terminée |
| Règlement PE: règles de vote et contenu des rapports dans la procédure d'approbation Subject 8.40.01.08 Travaux du Parlement, procédure, sessions, règlement | |

| Acteurs principaux | | | | |
|--------------------|---|--|---|--------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | AFCO Affaires constitutionnelles | | TRZASKOWSKI Rafał (PPE) | 19/03/2012 |
| | | | Rapporteur(e) fictif/fictive GUALTIERI Roberto (S&D) DUFF Andrew (ALDE) HÄFNER Gerald (Verts/ALE) FOX Ashley (ECR) SCHOLZ Helmut (GUE/NGL) MESSERSCHMIDT Morten (EFD) | |

| Événements clés | | | |
|-----------------|--|---|--------|
| Date | Événement | Référence | Résumé |
| 13/06/2013 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 26/11/2013 | Vote en commission | | |
| 28/11/2013 | Dépôt du rapport de la commission | A7-0412/2013 | Résumé |
| 14/01/2014 | Décision du Parlement | T7-0003/2014 | Résumé |
| 14/01/2014 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 14/01/2014 | Fin de la procédure au Parlement | | |

| Informations techniques | |
|---------------------------|------------------------------|
| Référence de la procédure | 2012/2124(REG) |
| Type de procédure | REG - Règlement du Parlement |

| | |
|---------------------------------|----------------------------------|
| Sous-type de procédure | Règlement |
| Base juridique | Règlement du Parlement EP 243-p1 |
| Autre base juridique | Règlement du Parlement EP 165 |
| État de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission | AFCO/7/08762 |

| Portail de documentation | | | | |
|---|------------|------------------------------|------------|------------------------|
| Parlement Européen | | | | |
| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
| Projet de rapport de la commission | | PE506.183 | 07/05/2013 | |
| Amendements déposés en commission | | PE513.393 | 17/06/2013 | |
| Amendements déposés en commission | | PE522.877 | 07/11/2013 | |
| Rapport déposé de la commission, lecture unique | | A7-0412/2013 | 28/11/2013 | Résumé |
| Texte adopté du Parlement, lecture unique | | T7-0003/2014 | 14/01/2014 | Résumé |

| Informations complémentaires | | |
|------------------------------|-------------------------|------|
| Source | Document | Date |
| Commission européenne | EUR-Lex | |

Règlement PE: règles de vote et contenu des rapports dans la procédure d'approbation

2012/2124(REG) - 28/11/2013 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires constitutionnelles a adopté le rapport de Rafał TRZASKOWSKI (PPE, PL) sur la modification de l'article 81 du règlement du Parlement européen.

Le rapport porte sur les **modalités d'application de la procédure d'approbation** par le Parlement (anciennement la procédure d'avis conforme) dans les matières pour lesquelles les traités la requièrent. Il est suggéré de modifier l'article 81 comme suit :

Recommandation de la commission compétente : le Parlement, lorsqu'il adopte sa décision, devrait tenir compte d'une recommandation de sa commission compétente, tendant à l'adoption ou au rejet de l'acte en question. Cette recommandation comporterait **des visas, mais pas de considérants**. Elle pourrait comporter un bref justificatif qui serait rédigé sous la responsabilité du rapporteur et **ne ferait pas l'objet d'un vote**. Les amendements présentés en commission seraient recevables seulement s'ils visent à changer complètement la recommandation proposée par le rapporteur.

La commission compétente serait autorisée à **accompagner sa recommandation à la plénière d'une proposition de résolution non législative**. D'autres commissions pourraient être associées à l'élaboration de cette résolution.

Vote : le Parlement se prononcerait en un seul vote sur l'approbation, **indépendamment de la recommandation de la commission compétente** tendant à l'approbation ou au rejet de l'acte. Aucun amendement ne pourrait être déposé.

Un acte n'obtenant pas la majorité requise (ou la majorité des suffrages exprimés lorsque la majorité n'est pas précisée) serait réputé rejeté.

Au niveau des commissions, la commission compétente devrait traiter la demande d'approbation sans retard indu. Si la commission compétente décide de ne pas formuler de recommandation, ou n'a pas adopté de recommandation dans un délai de six mois après avoir reçu la demande d'approbation, la Conférence des présidents pourrait :

- soit inscrire le sujet à l'ordre du jour d'une période de session ultérieure en vue de l'examiner,
- soit, décider de prolonger ce délai de six mois dans les situations dûment justifiées.

Clause de suspension relative à l'approbation d'accords internationaux : le Parlement pourrait décider, sur base d'une recommandation de la commission compétente, de suspendre la procédure d'approbation à la conclusion d'un accord international durant **une année au maximum**.

Les députés ont estimé qu'une telle clause était importante, en particulier : i) pour permettre une période de réflexion afin d'éviter le rejet éventuel d'un accord international; ii) pour demander au pays tiers concerné d'effectuer certains changements que le Parlement estime nécessaires avant de donner son approbation.

Règlement PE: règles de vote et contenu des rapports dans la procédure d'approbation

2012/2124(REG) - 14/01/2014 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une décision sur la **modification de l'article 81 du règlement** du Parlement européen concernant la procédure d'approbation.

La décision porte sur les **modalités d'application de la procédure d'approbation** par le Parlement (anciennement la procédure d'avis conforme) dans les matières pour lesquelles les traités la requièrent. Il est décidé de modifier l'article 81 comme suit :

Recommandation de la commission compétente : le Parlement, lorsqu'il adopte sa décision, devrait tenir compte d'une recommandation de sa commission compétente, tendant à l'adoption ou au rejet de l'acte en question.

Cette recommandation comporterait **des visas, mais pas de considérants**. Elle pourrait comporter un bref justificatif qui serait rédigé sous la responsabilité du rapporteur et ne ferait pas l'objet d'un vote.

Les amendements présentés en commission seraient recevables seulement s'ils visent à changer complètement la recommandation proposée par le rapporteur.

La commission compétente serait autorisée à accompagner sa recommandation à la plénière d'une proposition de résolution non législative. D'autres commissions pourraient être associées à l'élaboration de cette résolution.

Vote : le Parlement se prononcerait **en un seul vote** sur l'acte nécessitant son approbation, **indépendamment de la recommandation de la commission compétente** tendant à l'approbation ou au rejet de l'acte. Aucun amendement ne pourrait être déposé.

Un acte n'obtenant pas la majorité requise (ou la majorité des suffrages exprimés lorsque la majorité n'est pas précisée) serait réputé rejeté.

Au niveau des commissions, la commission compétente devrait traiter la demande d'approbation sans retard indu. Si la commission compétente décide de ne pas formuler de recommandation, ou n'a pas adopté de recommandation dans un délai de six mois après avoir reçu la demande d'approbation, la Conférence des présidents pourrait :

- soit inscrire le sujet à l'ordre du jour d'une période de session ultérieure en vue de l'examiner,
- soit, décider de prolonger ce délai de six mois dans les situations dûment justifiées.

Clause de suspension relative à l'approbation d'accords internationaux : le Parlement pourrait décider, sur base d'une recommandation de la commission compétente, de suspendre la procédure d'approbation à la conclusion d'un accord international durant une année au maximum.